

MA DÉCOUVERTE D'AUBE DORÉE...

Ma découverte de l'existence de la revue «*Aube Dorée*» s'est faite de façon surprenante. C'est dans un kiosque de l'aéroport international grec d'Athènes que j'ai aperçu, entre deux magazines de militaires, une revue dont la «*Une*» montrait un dessin d'Hitler brandissant fièrement un drapeau nazi. Le titre était «*Hitler pour 1.000 ans*» (!) était offert en cadeau sous cellophane un drapeau nazi! (1). Quand je montre le magazine à la vendeuse, aussi surprise que moi, elle le retire immédiatement.

C'est avant les élections de 2009, dans un spot publicitaire que j'apprends l'existence d'un parti «*Aube dorée*». Le fait qu'un parti néonazi se présente à des élections me paraît tellement absurde que je souris naïvement. Sourire de très courte durée, puisque trois ans après, ce parti qui en 2009 avait obtenu juste 19.624 voix (0,29%) obtient aux élections de mai 2012, 440.966 voix (6,97%) et 21 sièges du parlement... Mon visage s'est même glacé quand, lors de leur première conférence de presse en direct, des hommes rasés en noir ordonnent aux journalistes présents de se lever pour accueillir dignement leur «*führer*». «*Levez-vous, montrez votre respect... tout le monde debout!*». Michaloliakos monte sur l'estrade et lance son discours: «*Veni, Vidi, Vici... L'heure de la peur a sonné pour les traîtres à la patrie!*».

2009-2019: La décennie de la crise

Entre 1950 et 1973, la Grèce est le deuxième pays au monde après le Japon à connaître une croissance annuelle de plus de 7%. Ce pays très pauvre se développe et se transforme. En 1981, la Grèce entre dans l'Union européenne et en 2001, fournissant de fausses statistiques, elle rejoint la zone euro. Durant les années 2000, l'économie se porte toujours bien et les Grecs restent confiants. Divers événements augmentent la «*fierté nationale*», comme l'organisation des jeux olympiques d'Athènes 2004 ainsi que la coupe d'Europe de football la même année (2); la première place au concours de l'Eurovision en 2005 et la finale de la coupe du monde de basket en 2006. C'est une époque où les banques appellent les ménagères pour les féliciter d'avoir gagné une carte de crédit... L'époque où des spots publicitaires encouragent les grecs à prendre un «*crédit de vacances*». Et puis, arrive la crise mondiale de 2008, les parachutes dorés et tout le tralala... Qui va payer la facture?

En 2009 la Grèce, le mauvais élève de la zone euros, se retrouve avec un déficit de 279 milliards d'euros de dette (115% de son PIB). Le taux de croissance de 2004 (+4,7%) tombe à -9,1% en 2011. L'Europe est en crise! La «*Une*» de l'hebdomadaire allemand *Focus* du 22 février 2010, est honteuse. Elle montre la statue de la Vénus de Milos avec le drapeau grec autour de sa taille, faisant un doigt d'honneur. Le titre: «*Fraude dans la famille de l'Euro*». Deux mois plus tard, le magazine allemand «*Bild Zeitung*» (12 millions de lecteurs), incite la Grèce à vendre ses îles: «*Vendez donc vos îles, Grecs en faillite!*», et ajoute que: «*Quand on est en faillite, on vend tout ce qu'on a*». «*Bild*» estime que la valeur de l'Acropole est de 100 milliards d'euros. Quelques jours plus tard, en riposte, le quotidien grec «*Eleftheros Typos*» affiche en *Une*, la déesse de la colonne de la Victoire (Berlin), brandissant la croix gammée. Toujours en 2010, le vice-premier ministre grec, Théodoros Pangalos, lors d'une interview à la BBC lance une bombe: «*Ils ont pris les réserves d'or de Banque de Grèce, ils ont pris l'argent grec et ne l'ont jamais rendu. C'est un sujet qu'il faudra bien aborder un jour ou l'autre*» (3).

(1) La Grèce est un pays surprenant, on peut tout y voir. Des vieilles personnes xénophobes loger des immigrés. Des fascistes admirateurs du Che. Des policiers applaudir des manifestants communistes. Un jour, au centre d'Athènes j'ai même vu sur un stand ambulant, un immigré vendre parmi d'autres livres: «*Mein Kampf*»...

(2) Petite anecdote: l'équipe nationale de Grèce qui n'avait jamais auparavant remporté une seule victoire en compétition internationale, gagne la coupe d'Europe.

(3) Le 6 avril 1941, quand l'Allemagne envahit la Grèce pour subvenir à ses besoins de guerre, elle impose à la Banque centrale grecque, un prêt de 476 millions de Reichs-marks. Un emprunt qui ne sera jamais remboursé. Le 15 février 2012, l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit interpelle les responsables allemands au Parlement européen: «*Les Allemands, qui re-*

Pour rembourser une partie de cette dette en cinq ans seulement de 2010 à 2015, l'État grec se voit octroyer 216 milliards d'euros (4) de prêt assortis à de sévères mesures d'austérité (5). Malgré ces réformes, la dette continue d'augmenter. En juillet 2013, le chômage atteint un pic de 27,9% et en 2015, la dette s'élève à 175% du PIB du pays.

Deux partis sont les grands gagnants de cette terrible crise:

- Le parti de la coalition de la gauche radicale (*Syriza*) (6), qui en presque dix ans seulement après sa création, accède au pouvoir, passant de 6 sièges aux législatives de 2004 (3,3% des suffrages) à 149 sièges (36,34% des suffrages), en 2015 (7).

- Le parti néonazi grecque *Aube Dorée*, qui passe de 0,46% des suffrages aux législatives de 2009, à 6,97% en 2012 et envoie 21 députés néonazis au parlement. Lors des élections européennes de 2014, il devient le troisième parti de Grèce et obtient trois eurodéputés.

F. FOINIKIOTIS.

chignent à financer un second plan de sauvetage pour la Grèce, devraient se souvenir de tout ce qu'ils ont pillé dans ce pays pendant la Seconde Guerre mondiale (...) Avec les intérêts, ce sont 81 milliards d'euros qui sont dus à Athènes. C'est là une autre façon de voir l'Europe et son histoire (...) Les Allemands, qui se disent vertueux, estiment que les Grecs ont péché et qu'ils doivent payer. Or, ceux qui ont le plus péché, ce sont tout de même les Allemands, dont la dette a pourtant été effacée parce que les Américains y voyaient un intérêt stratégique. Pourquoi ne pas considérer que sauver la Grèce est stratégique, au lieu de mettre ce pays à genoux?».

(4) La Grèce est contrainte de rembourser une dette dont elle n'a sans doute jamais perçu l'argent. Selon Zoé Konstatopoulou, présidente du parlement hellénique en 2015, M. Stournaras, directeur de la Banque centrale de la Grèce a refusé de donner au gouvernement de Syriza, les transactions bancaires de la Banque centrale grecque qui concernait les prêts. Un membre du FMI, Paolo Batista, invité en 2015 à la télévision grecque, a déclaré: «L'argent a été donné pour sauver les banques françaises et allemandes, pas la Grèce».

(5) Réduction des salaires à plus de 30%, baisse des retraites; réduction des frais de l'État (hôpitaux, écoles); licenciements massifs; gel des recrutements des fonctionnaires; privatisations des propriétés foncières de l'État. Jusqu'à aujourd'hui les créanciers (Troika: Fonds Monétaire International FMI, Commission européenne, Banque centrale européenne), vont imposer au peuple grecque plus de 450 réformes! La situation sociale est dramatique. Le peuple grec est déprimé. Des milliers de boutiques spécialisées dans le commerce de l'or fleurissent dans tous les coins d'Athènes. Par moments, on se croirait aux États-Unis au moment de la crise de 29...

(6) Depuis la chute de la dictature des colonels en août 1974 et le rétablissement de la «démocratie» durant 40 ans, il n'y a eu que deux partis seulement qui ont dominé le paysage politique grec: *La Nouvelle Démocratie* (parti conservateur) et le PASOK (*mouvement socialiste panhellénique*).

(7) Jusqu'à son accession au pouvoir, le parti de Syriza s'est toujours présenté comme un parti «antisystème et eurosceptique». Alexis Tsipras, lors d'un discours de 2012, avait déclaré que s'il était élu, il allait: «Déchirer les memoranda imposés par les créanciers». Une fois élu en 2015, il change de discours et promet de se battre pour renégocier la dette. Les créanciers restent fermes: soit la Grèce accepte le nouveau plan d'austérité, soit elle sort de la zone euro. Il n'y a pas de négociation possible. Le 27 juin, Alexis Tsipras lance un référendum demandant aux Grecs s'ils sont prêts à accepter le nouveau plan imposé par la zone euro. Les créanciers, pour influencer le vote, vont même oser fermer les banques une semaine avant le référendum. Malgré ce chantage, le peuple grec persiste et vote massivement «Non» à 64%. Un «Non» que Tsipras ne prend pas en compte puisqu'il signe un nouveau plan d'aide à 80 milliards assorti d'encore plus de mesures de rigueur. Ça rappelle le référendum français de 2005...